

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 41.680/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Ministre, membre du Collège de la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale, compétente pour la Formation professionnelle, l'Enseignement, la Culture et le Transport scolaire, le 16 novembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de décret "portant assentiment aux Actes internationaux suivants :

- l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela), d'autre part, et Annexe, faits à Rome le 15 décembre 2003,
- l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part, et l'Annexe, faits à Rome le 15 décembre 2003",

a donné le 13 décembre 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle l'observation suivante.

Sous la signature apposée pour la Belgique sous les deux accords auxquels il est envisagé de donner assentiment, figure la formule suivante :

"Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt."

Dès lors, les formulations doivent s'entendre comme engageant également la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale puisqu'en exécution de l'article 138 de la Constitution, elle exerce des compétences de la

Communauté française. Par souci de sécurité juridique, il eût été néanmoins préférable que sa mention expresse en ait été faite dans la formule citée ⁽¹⁾ ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Voir l'avis 27.270/4, donné le 18 mars 1998 par la section de législation du Conseil d'État, sur un avant-projet de décret de la Commission communautaire française "portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté française de Belgique et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux modalités d'exercice des relations internationales de la Commission communautaire française" (Doc., Ass. C.C.F., 1997-1998, n° 63/1); voir aussi l'avis 37.970/AG, donné le 15 février 2005 par la section de législation du Conseil d'État, sur un avant-projet d'ordonnance "portant assentiment au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004".

La Commission communautaire commune, quant à elle, ne doit pas être mentionnée de manière expresse, puisqu'elle ne dispose que de compétences limitées sur le plan international et qu'elle n'est notamment pas compétente pour conclure des traités (voir l'article 135 de la Constitution, l'article 63 de la loi spéciale précitée du 12 janvier 1989 et l'article 16, § 1^{er}, de la loi spéciale précitée du 8 août 1980) (voir l'avis 37.970/AG précité).

⁽²⁾ Voir l'avis 38.258/4, du 12 avril 2005 sur un avant-projet d'ordonnance "portant assentiment aux Actes internationaux suivants :

- l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses états membres, d'une part, la Communauté andine et ses pays (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Vénézuëla), d'autre part, et l'Annexe, faits à Rome le 15 décembre 2003,

- l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses états membres, d'une part, et les républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part, et l'Annexe, faits à Rome le 15 décembre 2003".

Voir également les avis 38.750/2/V, donné le 28 juillet 2005, sur un avant-projet d'ordonnance de la Commission communautaire commune portant assentiment aux mêmes accords, devenu projet d'ordonnance (Doc. Ass. réun. C.C.C., 2004-2005, n° B-47); 39.172/4, donné le 26 octobre 2005, sur un avant-projet de décret de la Communauté française portant assentiment au premier accord, devenu le décret du 10 mars 2006 (Doc. parl. Comm. fr., 2005-2006, n° 215); 39.175/4, donné le 26 octobre 2005, sur un avant-projet de décret de la Région wallonne portant assentiment au deuxième accord, devenu le décret du 16 mars 2006 (Doc. parl. wal., 2005-2006, n° 297); 39.176/4, donné le 26 octobre 2005, sur un avant-projet de décret de la Région wallonne (en ce qui concerne les matières transférées) portant assentiment au deuxième accord, devenu le décret du 16 mars 2006 (Doc. parl. wal., 2005-2006, n° 298); 39.181/4, donné le 26 octobre 2005, sur un avant-projet de décret de la Région wallonne portant assentiment au premier accord, devenu le décret du 16 mars 2006 (Doc. parl. wal., 2005-2006, n° 300); 39.182/4, donné le 26 octobre 2005, sur un avant-projet de décret de la Région wallonne (en ce qui concerne les matières transférées) portant assentiment au premier accord, devenu le décret du 16 mars 2006 (Doc. parl. wal., 2005-2006, n° 301); 39.183/4, donné le 26 octobre 2005, sur un avant-projet de décret de la Communauté française portant assentiment au deuxième accord, devenu le décret du 10 mars 2006 (Doc. parl. Comm. fr., 2005-2006, n° 214); 39.512/4, donné le 14 décembre 2005, sur un avant-projet de loi portant assentiment au premier accord, devenu projet de loi (Doc. parl., Sénat, 2005-2006, n° 3-1504 et Ch. Repr., 2005-2006, n° 2333); 39.513/4, donné le 14 décembre 2005, sur un avant-projet de loi portant assentiment au deuxième accord, devenu projet de loi (Doc. parl., Sénat, 2005-2006, n° 3-1503 et Ch. Repr., 2005-2006, n° 2278); 39.801/1, donné le 9 février 2006, sur un avant-projet de décret (flamand) portant assentiment au premier accord, devenu projet de décret (Doc. Vl. Parl., 2005-2006, n° 939); 39.802/1, donné le 9 février 2006, sur un avant-projet de décret (flamand) portant assentiment au deuxième accord, devenu projet (Doc. Vl. Parl., 2005-2006, n° 938).

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	P. VANDERNOOT,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT,

C. GIGOT

R. ANDERSEN